

DISCOURS DE CHRISTIAN ESTROSI - REUNION DU 22 FEVRIER AU CUM

Après la circulaire aux Maires du département des Alpes-Maritimes du préfet

Mesdames et messieurs les présidents et membres d'associations de Rapatriés et de Harkis et du monde combattant,

Chers amis,

J'ai bouleversé mon programme de ce jour à réception de la circulaire aux Maires du département des Alpes-Maritimes relative au 19 mars.

Par ce document, le Préfet rappelle que la loi du 6 décembre 2012 a institué le 19 mars : Journée nationale du Souvenir et du recueillement à la mémoire des victimes civiles et militaires de la guerre d'Algérie et des combats en Tunisie et au Maroc.

Il demande que les bâtiments publics soient pavoisés.

Cette demande nous heurte toutes et tous profondément et c'est la raison pour laquelle je vous ai réunis en urgence.

Vous le savez, dès que j'avais eu connaissance de la proposition de loi émanant du groupe socialiste au Sénat, j'avais dénoncé par un communiqué de presse du 12 octobre dernier cette démarche qui nous blesse. Je m'élevais contre un tel projet qui avait pour conséquence de diviser la communauté nationale. Je rappelais avec force que le nombre de victimes et de disparus s'est amplifié après le 19 mars 1962.

J'appelais en votre nom, dans ce communiqué les plus hautes autorités de l'Etat à mesurer les conséquences que comporterait l'adoption de la proposition de loi du groupe socialiste du Sénat et à renoncer à cette initiative nuisible en termes de respect de la cohésion nationale, en la retirant sans tarder de son ordre du jour.

Nous n'avons hélas pas été entendus. Mais je veux vous dire avec force que je ne me plierai pas aux recommandations de cette circulaire et que la Ville de Nice ne sera pas pavoisée.

De là même manière, aucune cérémonie ne sera organisée par la Ville le 19 mars.

Je sais qu'en disant cela, je prends un risque ! Et bien ce risque, je le prends et je l'assume.

Dans ce combat, je suis et serai à vos côtés, comme je l'ai toujours été.

Pendant l'année de Cinquantenaire du Rapatriement des Français d'Algérie, j'ai voulu que la mémoire de ces événements douloureux soit enrichie de multiples apports.

Avec les associations de Rapatriés et de Harkis, nous avons organisé, tout au long de cette année 2012, une commémoration exemplaire d'objectivité et de vérité.

Dès le 11 novembre 2011, j'ai souhaité que soit rendu un véritable hommage à l'Armée d'Afrique, dont tant de combattants versèrent leur sang, au cours des deux guerres, pour que la France soit un pays libre aujourd'hui.

Auparavant s'était tenu à mon initiative, au mois de juin 2009, un colloque sur les Disparus. Ce fut un moment d'intense émotion, où les vérités trop longtemps cachées furent enfin dites.

Les thèmes du peuplement de l'Algérie, des Accords d'Evian, des événements tragiques du 5 mars 1962, des Harkis, de l'Exode, et bientôt du contingent et de l'armée viennent compléter ce travail exigeant et nécessaire.

Désormais, une œuvre commémorative à la Mémoire des Français d'Algérie, mais aussi du Maroc et de la Tunisie, se dresse sur la Promenade des Anglais, face au Centre Universitaire Méditerranéen.

Elle vient rappeler que nos compatriotes durent quitter l'Algérie dans la douleur et qu'ils ont tenu et tiennent encore, par l'action de leurs enfants et petits-enfants, un rôle majeur dans le développement de notre Ville, de notre Métropole, de notre Département, de notre Pays.

Le 5 juillet 2012, deux offices à la Mémoire des Victimes et des Disparus ont été célébrés à Nice, l'un à l'église Saint Pierre d'Arène et l'autre à la grande synagogue de la rue Deloye.

Un peu plus de cinquante ans après les tragiques événements d'Oran et, disons le mot : le massacre du 5 juillet 1962, comment supporter que l'on nie la vérité la plus élémentaire ? Car il y eut encore beaucoup de morts et de disparus après la date du 19 mars 1962.

La signature des Accords d'Evian, respectés unilatéralement par la France, marqua le début d'enlèvements et du massacre de plus de trois mille civils européens et de soixante mille harkis.

La date du 5 décembre représentait, depuis l'année 2003, la journée nationale d'hommage aux morts de la guerre d'Algérie et des combats du Maroc et de la Tunisie.

Le choix du 19 mars constitue pour le monde combattant et les Rapatriés un véritable déni de vérité. Elle représente pour nos amis Harkis le début d'un calvaire dont nous savons tous maintenant qu'il fut horrible. C'est la raison pour laquelle j'ai voulu marquer notre désapprobation la plus totale quant à cette démarche qui divise le pays et jette le trouble sur des événements douloureux qui n'appellent rien d'autre que le Respect, la Mémoire et la Vérité.

Je défendrai à toujours vos côtés la démarche de vérité qui est la nôtre. Je vous le dois, et nous tous le devons aux Victimes et aux Disparus.

Car nous ne les oublierons jamais.

Je vous propose à présent de nous recueillir devant l'œuvre commémorative à la Mémoire des Français d'Afrique du Nord qui fait face à la Méditerranée.